

Seedling

en français

- ◆ Une nouvelle offensive dans le monde de la viande industrielle
- ◆ De Cochabamba à Cancún
- ◆ Le Hoodia : beaucoup de baratin

Octobre
2010

GRAN




Girona 25, pral., Barcelona E-08010, Spain
Tel: +34 933 011 381 Fax: +34 933 011 627
seedling@grain.org | www.grain.org

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité.

Seedling

Seedling est le magazine trimestriel de GRAIN et sa publication phare. Chaque numéro comprend un éditorial, 3-4 comptes-rendus de publications, des interviews et beaucoup d'autres informations. Seedling est écrit à la fois par les membres de l'équipe de GRAIN et des collaborateurs extérieurs.

Deposito Legal No. B-25.166.92, Spain. ISSN: 1002-5154

Une nouvelle offensive dans le monde de la viande industrielle : les multinationales du Sud

GRAIN

De nos jours, les pays du Sud consomment apparemment de plus en plus de viande. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), la consommation de viande par habitant dans les pays en développement a doublé entre 1980 et 2005, et la consommation d'œufs y a été multipliée par trois. Comment expliquer cette évolution ? Pour certains, le facteur majeur a été l'augmentation des revenus en Asie, mais cela peut difficilement justifier une hausse aussi énorme. La raison principale est plutôt à chercher du côté de l'approvisionnement. Les entreprises de l'agrobusiness, soutenues par de fortes subventions et par les gouvernements, ont réussi, au cours des dernières décennies, à pousser la production mondiale de viande à des niveaux inouïs, provoquant des conséquences dévastatrices pour les animaux, les personnes et l'environnement. Une grande partie de cette production industrielle se fait désormais dans les pays du Sud, où une nouvelle génération de compagnies transnationales (TNC), originaires de ces pays, s'allient avec les firmes plus anciennes des pays du Nord, pour imposer "le dieu viande" d'un bout à l'autre de la planète.

Qu'est-ce qui alimente l'essor effréné du marché de la viande dans les pays en développement dans le Sud ? La réponse la plus évidente est l'abondance de viande bon marché provenant de fermes industrielles, elle-même rendue possible par l'abondance d'une alimentation animale bon marché. L'explosion actuelle de la consommation de viande n'est que la répétition de ce qui s'est passé il y a des années au Nord, quand les entreprises ont commencé à installer des fermes industrielles et des parcs d'engraissement, pour transformer en protéines animales destinées à la restauration rapide et aux supermarchés les montagnes de céréales et d'oléagineux produites grâce aux subventions. On se débarrassait – et c'est toujours le cas – des excédents de viande, depuis les cuisses de poulet congelées aux tripes de bovins, dans les pays pauvres.

Derrière le système de la viande industrielle, s'agite tout un monde de grandes entreprises impliquées dans la production et le commerce de la viande. C'est un système qui reçoit toutes sortes de

subventions, aux États-Unis comme en Europe. Selon certaines études, le prix d'une livre de viande hachée aux États-Unis devrait avoisiner les 30 dollars US, plutôt qu'un à deux dollars, le prix de vente habituel dans les centres de vente en gros. 1 Si l'on annulait ne serait-ce que les subventions sur l'alimentation animale, les coûts d'exploitation pour les producteurs de viande américains seraient environ 10 % plus élevés et on commencerait probablement à voir des stands de fruits et de légumes remplacer les Kentucky Fried Chicken et les McDo dans les quartiers pauvres. 2 Dans l'Union européenne, une vache reçoit en moyenne 2,50 dollars US de subventions par jour, alors que les deux tiers de la population de l'Afrique sub-saharienne vivent avec moins de deux dollars par jour. 3 Que ce soit aux États-Unis ou en Europe, la plupart des gens, les pauvres en particulier, sont obligés de manger de la viande bon marché. Et c'est le modèle qui est en train de s'imposer partout dans le monde.

C'est le bas prix de l'alimentation animale qui est le fondement de l'industrie de la viande aux

États-Unis comme en Europe. Les lobbies et les transnationales de la viande comme Cargill, Tyson et Danish Crown, et leurs alliés dans les services alimentaires et le commerce de gros, sont prêts à tout pour empêcher les subventions de disparaître. Certes, de nouvelles sources d'alimentation bon marché se sont ouvertes, en particulier les grandes étendues de soja dans les pampas argentines et l'Amazonie brésilienne, mais cela n'a rien changé à la chose. Cela n'a fait qu'alimenter l'expansion de l'industrie de la viande aux quatre coins du globe.

La production de soja a été multipliée par dix depuis 1960 (cf. diagramme 1). La surface des terres fertiles utilisées pour produire cette culture dédiée à l'alimentation animale a augmenté de façon spectaculaire : 58 % depuis 1990, pour la plus grande part en Argentine et au Brésil. Dans le même temps, la surface qui reste disponible pour les cultures destinées à l'alimentation humaine, n'a pas cessé de diminuer. 4 Il faut également noter que le soja n'est que l'une des matières premières agricoles habituellement transformées en aliments pour animaux. La production de la patate douce, du maïs et d'autres céréales et leur utilisation comme alimentation animale ont également connu un essor extraordinaire.

Le tableau 1 montre la croissance colossale de l'utilisation des aliments animaux industriels dans le monde dans les vingt dernières années. Le plus frappant est la croissance dans les pays du Sud. Cette augmentation de l'utilisation des aliments industriels reflète celle de la production industrielle de viande. Elle indique que l'agriculture industrielle est en plein essor dans les pays pauvres. Non seulement les gens mangent plus de viande, mais il s'agit de viande bon marché, produite de façon industrielle. Les conséquences de cette évolution sont tout simplement considérables.

Le système de la viande industrielle, initialement développé par les grandes entreprises du Nord est devenu un phénomène mondial. Comme nous allons le voir, le saccage ne connaît pas les frontières et aujourd'hui, les défenseurs de ce système sont eux-mêmes issus des pays du Sud. Il est temps de réajuster l'ancien prisme Nord-Sud à travers lequel nous avons l'habitude de voir le monde.

Une nouvelle génération de géants de la viande

L'une des raisons qui expliquent l'essor de la production de viande industrielle dans le Sud est que les grands conglomérats de la viande, comme les grandes sociétés dans les autres secteurs, se sont servi des structures de la mondialisation néolibérale pour délocaliser leurs activités dans des pays pauvres, où ils peuvent produire à moindre coût. L'Américain Smithfield, le plus gros producteur de porc du monde, a installé des fermes au Mexique et en Europe de l'Est. Tyson, un autre géant américain de la viande, a commencé dans les années 1990 à

produire de la volaille en Chine ; la production est restée à une échelle relativement modeste jusqu'en 2010, quand Tyson a développé deux nouvelles fermes destinées à produire un total de 150 millions de volailles par an. Vers la même époque, Tyson a établi une co-entreprise en Inde, acheté des participations dans des parcs d'engraissement argentins et racheté trois grands producteurs de volaille brésiliens. La société française Doux, qui a transformé l'industrie de la volaille française en une production très industrielle destinée à l'exportation, a commencé à déplacer ses activités au Brésil en 1998, après avoir acquis un producteur de volaille brésilien et grâce à de généreuses subventions du gouvernement brésilien. Dès 2002, la moitié de la production totale de Doux, le cinquième producteur de volaille mondial, provenait du Brésil. 5 Les entreprises japonaises, quant à elles, ont délocalisé une grande partie de leur production de viande en Chine, et les producteurs de porc danois ont, quant à eux, délocalisé en Europe de l'Est.

Mais ce n'est pas qu'une histoire de grandes entreprises du Nord. En effet, de plus en plus, les capitaux mis à disposition pour construire fermes et parcs d'engraissement, produire et transporter l'alimentation animale et ouvrir les usines d'emballage de viande, proviennent de firmes du Sud et circulent des unes aux autres. Comme la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) l'indique, en 2008, 40% de tous les investissements hors frontières dans le domaine de la production agricole se sont faits entre pays du Sud. 6 De fait, un certain nombre d'entreprises de viande basées dans le Sud sont devenues de véritables transnationales et appliquent de façon très agressive leurs propres stratégies d'expansion hors de leurs frontières.

Le graphique n°2 classe les plus grandes entreprises de viande mondiales et montre comment les compagnies transnationales du Sud jouent maintenant dans la cour des grands. Toutefois, étant donné la vitesse à laquelle ont lieu les rachats et la complexité des relations entre les différentes compagnies, il est impossible de suivre dans les détails ce qui se passe.

Les moteurs de l'expansion

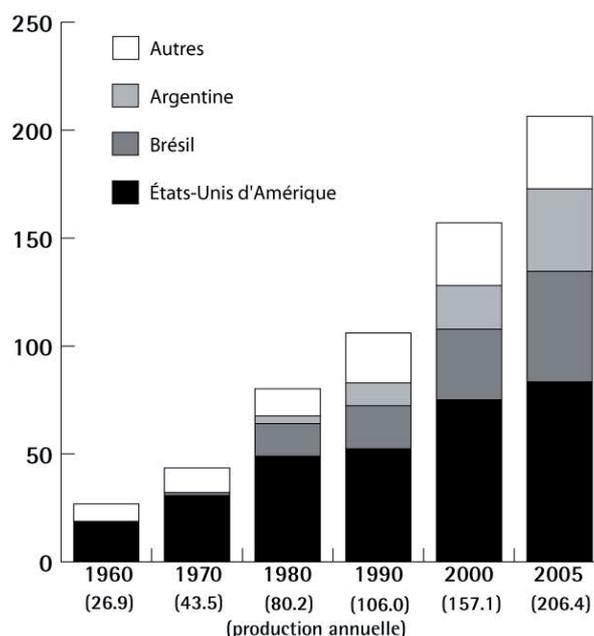
Pour se développer, une entreprise a besoin de capital. Ces derniers temps, l'industrie mondiale de la finance s'est empressée d'injecter des capitaux dans la production de viande dans le Sud. Depuis la crise financière de 2008, les investisseurs privés, depuis les fonds de couverture jusqu'aux fonds de pension, se sont découverts un énorme appétit pour les participations dans les entreprises de viande et de produits laitiers du Sud, et même pour les investissements directs en agriculture. Ainsi, au cours des dernières années, Goldman Sachs et la Deutsche Bank ont investi des centaines de millions de dollars pour acheter des parts dans des entreprises

chinoises de production porcine, car ce marché est en plein essor. La Barclays Bank est l'un des nombreux investisseurs institutionnels qui ont acquis une participation majeure dans Zambeef, la plus grosse entreprise agroalimentaire zambienne. Plus au Nord, Citadel Capital, un fonds d'investissement égyptien qui achète des terres pour y produire de la nourriture en Afrique, a racheté un élevage égyptien de 11 000 vaches (cf. encadré n°1).

Mais on observe également beaucoup de manœuvres de la part des gouvernements pour booster les comptes bancaires des entreprises de viande du Sud. Certains gouvernements, en particulier celui du Brésil, tiennent absolument à développer leurs propres multinationales géantes dans le domaine de la viande pour qu'elles puissent remplacer les TNC du Nord dans l'approvisionnement des marchés internationaux et des chaînes de restauration rapide. La Banque de développement du Brésil (BNDES) a distribué 4,4 milliards de dollars US de financement aux quatre plus grandes entreprises de viande brésiliennes depuis 2008. 7 La Banque possède désormais 20 % de JBS et 14 % de Marfrig, les deux plus grosses multinationales brésiliennes de la viande.

D'autres gouvernements sont davantage motivés par les questions de sécurité alimentaire à long terme pour leur pays. Ceux de Libye et de Corée du Sud, par exemple, s'entendent avec des entreprises locales quand ils veulent acquérir des terres agricoles à l'étranger ; leur but est d'y produire de la nourriture pour la rapatrier dans le pays ou la vendre sur le

Production mondiale de soja, 1960-1985 (millions de tonnes)



marché international. Pour ce qui est de la viande, cela implique à la fois de promouvoir la production agricole à l'étranger – pour l'alimentation animale destinée à la consommation nationale – et d'investir dans la production animale à l'étranger. Ainsi la Chine s'assure des terres au Brésil pour produire des récoltes destinées à l'alimentation animale, tout en négociant des projets d'élevage aux Bahamas et en Tanzanie. COFCO, le géant du commerce des marchandises, qui appartient à l'État chinois, est très rapidement en train de devenir l'un des plus grands producteurs de viande et de produits laitiers en Chine ; en même temps, il s'est introduit à l'étranger en prenant une participation de 5 % dans le producteur porcin américain Smithfield en 2007. Assez paradoxalement, Singapour se tourne vers la Chine pour son approvisionnement futur en viande de porc. En 2010, une filiale de Temasek, le fonds souverain de la cité-État, a annoncé des investissements massifs dans un partenariat avec le plus gros producteur porcin chinois ; ce projet devrait finalement produire un million de porcs par an dans des fermes situées dans la province de Jilin ; la production est conçue principalement pour être exportée vers Singapour.

La croissance démographique et des ressources limitées en terres arables et en eau expliquent pourquoi beaucoup de pays du Moyen-Orient sont extrêmement inquiets de la vulnérabilité de leur approvisionnement en viande. Leurs importations de viande ont explosé, ainsi que celles d'alimentation animale. Les promesses diplomatiques du Brésil, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis et des autres grands exportateurs de viande et d'alimentation animale garantissant l'approvisionnement à l'avenir

Tableau n° 1: Utilisation d'aliments concentrés par région, en millions de tonnes, en 1980 et 2005

	1980	2005
PAYS DÉVELOPPÉS	668.7	647.4
Ex-économies centralement planifiées	296.5	171.9
Autres pays développés	372.2	475.4
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	239.6	602.7
Asie de l'Est et du Sud-Est	113.7	321.0
Chine	86.0	241.4
Reste de l'Asie de l'Est et du Sud-Est	27.7	79.6
Amérique latine et Caraïbes	64.3	114.1
Brésil	33.4	54.9
Reste de l'Amérique latine et Caraïbes	30.9	59.3
Asie du Sud	20.9	49.7
Inde	15.5	37.1
Reste de l'Asie du Sud	5.4	12.6
Proche-Orient et Afrique du Nord	25.8	70.1
Afrique sub-saharienne	15.0	47.6
MONDE	908.4	1 250.1

ne semblent pas avoir l'effet désiré, puisque plusieurs pays de la région continuent à soutenir, voire à encourager très activement, les efforts d'investissement de leurs entreprises privées dans la production de viande et d'alimentation animale à l'étranger. Le quatrième producteur de volailles d'Arabie Saoudite, HADCO, qui appartient à Almarai, la plus grande compagnie laitière du royaume, a commencé à cultiver des céréales et du fourrage sur 10 000 hectares au Soudan et a l'intention éventuellement d'étendre la production sur 100 000 hectares. Hassad Food, qui appartient à l'État, installe de nouveaux élevages sur son sol au Qatar, mais acquiert aussi des terres destinées à l'élevage et à la production d'alimentation animale en Australie, au Brésil, en Turquie et en Uruguay. L'Iran, lui aussi, a rejoint le mouvement : en 2009, le gouvernement brésilien a rejeté une demande officielle d'achat de terres par l'Iran. Quelques mois plus tard cependant, on a appris que des investisseurs iraniens se lançaient dans un projet d'élevage de bétail et d'usine d'aliments au Sud de la Russie et qu'ils avaient l'intention d'y construire une ferme-usine pouvant contenir 1,2 million de volailles. 8

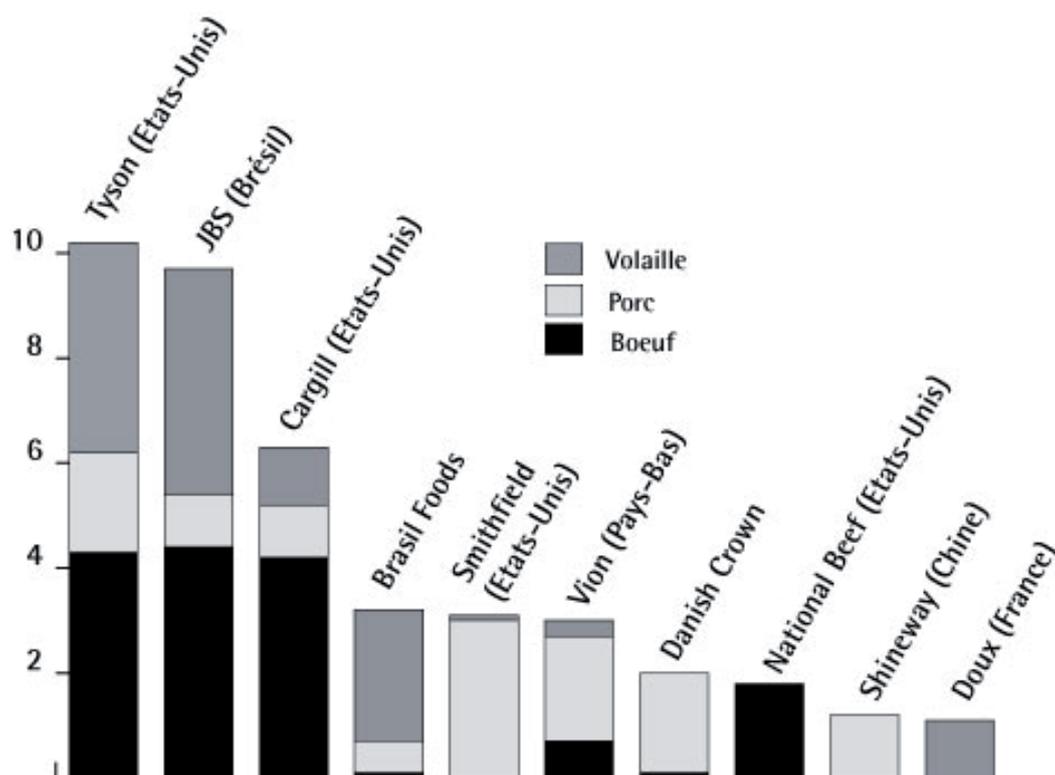
Mais toutes ces initiatives gouvernementales ne servent qu'à faire de la place aux grosses pointures. Le système alimentaire mondial est dirigé par les grandes entreprises et ce sont leurs stratégies qui définissent les flux d'investissement. Quand Kentucky

Fried Chicken (KFC) se développe en Chine, DaChan, l'un des plus gros producteurs de volaille chinoise et l'un des fournisseurs de KFC, fait de même. Tandis que le plus grand supermarché africain, Shoprite, ouvre des magasins au Nigeria, Zambeef, son principal fournisseur en Afrique australe, construit à côté des usines d'emballage de viande. Et tandis que Wal-Mart prend son essor au Mexique, Pilgrim's Pride, la plus grande entreprise de volaille américaine, qui appartient désormais au brésilien JBS, suit la même évolution. De la même façon, quand JBS achète des parcs d'engraissement de bétail et construit des usines d'emballage en Uruguay, aux États-Unis ou en Australie, c'est dans le but de mieux approvisionner en bœuf ses clients mondiaux comme McDonald's et Carrefour, sur des marchés interdits aux exportations brésiliennes à cause des restrictions sur la fièvre aphteuse. (voir Encadré 2 : Mc Marfrig)

Des pavillons de complaisance

Le rôle des gouvernements dans ce jeu est surtout d'aider leurs entreprises et leurs élites nationales à naviguer à leur gré sur ces marchés, en signant des accords bilatéraux et des accords d'investissement, ou en mettant en place des missions diplomatiques pour annuler les restrictions sur les importations. L'accord de libre-échange Thaïlande-Australie, par exemple, a été surtout une forme de marchandage : les entreprises laitières

Les dix plus grandes entreprises de viande mondiales, 2009
(millions tonnes)



Source: Gira, Rabobank, GRAIN

Encadré n° 1: Les investisseurs étrangers s'emparent des fermes uruguayennes

Les secteurs uruguayens de la viande et des produits laitiers, vantés pour leur potentiel exportateur, sont devenus des domaines de choix pour les investisseurs étrangers. Les exportations de bœuf en provenance de l'Uruguay ont plus que quadruplé depuis 1995. Mais au cours de la même période, les emballeurs de viande étrangers se sont emparés de l'industrie et dans ce pays, même les ranchs sont la proie des investisseurs étrangers. Aujourd'hui, quelque 60 % des exportations de bœuf d'Uruguay sont sous le contrôle d'entreprises étrangères ; le brésilien Marfrig en contrôle à lui seul près de 30 %.

En ce qui concerne les produits laitiers, l'Uruguay est le producteur qui se développe le plus vite au monde ; ce pays est déjà le cinquième exportateur. Dans ce domaine aussi, on a assisté à la même vague d'investissements étrangers. L'une des firmes concernées est New Zealand Farming Systems Uruguay : mise en place par des investisseurs néo-zélandais, la firme fait aujourd'hui l'objet d'une OPA hostile par l'un des plus gros négociants en matières premières agricoles, le singapourien Olam, qui possède déjà environ 14 % des parts de la firme. En août 2010, l'entreprise avait déjà fait l'objet d'une offre rivale par une firme uruguayenne. Mais les apparences sont trompeuses. La firme en question, Union Agriculture Group (UAG), n'est que très partiellement uruguayenne : Ses deux fondateurs de Montevideo ne contrôlent plus que 14 % des parts ; le reste appartient à Black Rock, à la Deutsche Bank et aux autres investisseurs étrangers qui ont investi des fonds dans UAG pour booster leurs portefeuilles. 27

australien ont racheté le marché laitier thaïlandais et CP, le géant de l'agro-business thaïlandaise a obtenu le marché de la volaille australien. 9 Prenons encore les récentes négociations commerciales sur la volaille entre le Brésil et la Chine : en mai 2009, le président brésilien Lula est allé en Chine, où il a réussi à convaincre le gouvernement chinois de lever les restrictions sur les importations de volaille brésilienne qui avaient été imposées suite aux épidémies de maladie de Newcastle. Cela ne veut pas dire que "le Brésil" en tant que tel a maintenant le droit d'exporter ses volailles vers la Chine, mais que les cinq usines brésiennes de viande autorisées à exporter en Chine peuvent se remettre à exporter. La première cargaison à arriver en Chine après l'embargo a été les 300 tonnes de poulet envoyées par Doux, l'entreprise française, de sa filiale brésilienne Frangosul.

De la même façon, en 2008, l'UE a levé une interdiction d'importer de la volaille chinoise qui avait duré six ans, en acceptant les exportations en provenance de la province de Shandong. Selon un fonctionnaire du service provincial pour le commerce étranger de Shandong, « c'est une bonne nouvelle pour les producteurs chinois et surtout pour les paysans ». Mais on peut difficilement parler de victoire pour les paysans chinois : La décision européenne est intervenue deux semaines après de



Photo: Washington Post

Inde

rachat par Tyson de l'un des plus gros exportateurs de volaille de Shandong, l'une des six entreprises que la Commission européenne avait autorisées à exporter de la viande de volaille. 10

Si les poulets des grandes entreprises ont des problèmes d'identité, le bétail en a également. Depuis que la maladie de la vache folle a été confirmée dans les troupeaux américains en 2003, de nombreux pays avaient fermé leurs frontières au bœuf américain. Washington et le lobby américain de la viande ont depuis fait des efforts énormes pour essayer d'amadouer - voire de leur forcer la main - les gouvernements étrangers, afin de leur faire rouvrir leurs frontières. 11 Ils ont même ré-écrit les règles de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (l'OIE) - l'organisme responsable de la réglementation mondiale en ce domaine - pour déclarer que le bœuf américain était sans danger. 12 Néanmoins, les citoyens s'inquiètent non seulement des conséquences sur la santé mais aussi des incidences socio-économiques et politiques de ces importations de bœuf américain (principalement la ruine des éleveurs locaux) et ont lancé de nombreuses campagnes citoyennes en Corée, en Australie et à Taiwan. Ces mouvements ont été si importants que le "bœuf américain" est communément appelé "bœuf de la vache folle". Ces termes, en Asie-Pacifique du moins, sont interchangeable. Cependant, ce que beaucoup de gens ne saisissent pas, c'est que le brésilien JBS s'est progressivement hissé au sommet de l'industrie américaine de l'emballage du bœuf. Les vaches peuvent donc au départ être élevées dans des fermes américaines par des producteurs indépendants, mais les parcs d'engraissement, les abattoirs et les usines de transformation sont presque tous aux mains de responsables brésiliens.

Faisons les comptes

Résultat de tous ces investissements financiers : toujours plus de viande industrielle. Ceci signifie plus d'élevage intensif, des chaînes de production toujours plus rapides et encore plus de malbouffe. Les conséquences sur les personnes et sur la planète

☛ sont désastreuses.

Les agriculteurs sont les premières victimes. Dans les pays qui importent de la viande bon marché, les producteurs locaux perdent leurs marchés. Et quand les grandes entreprises installent leurs exploitations dans le pays, les producteurs locaux sont tout bonnement ruinés et perdent leur moyen de subsistance. L'essor de l'industrie de la volaille chinoise depuis le milieu des années 1990 a obligé 70 millions de petits producteurs à abandonner leur élevage de volaille. 13 Dans un pays comme la Roumanie, l'ouverture du marché aux importations et l'entrée des grandes entreprises dans la production de porc, ce qui concernait aussi bien les firmes étrangères que nationales, a provoqué la disparition dramatique de 90 % des éleveurs porcins entre 2003 et 2007 : leur nombre a en effet chuté de 480 000 à 50 000 en moins de quatre ans. 14

Ceux d'entre eux qui ont survécu doivent accepter les conditions imposées par les arrangements de la production sous contrat ou accepter de vivre en marge du système, une existence très précaire ; en effet la concentration des grandes entreprises et l'application de normes privées font qu'il est de plus en plus difficile pour eux d'avoir accès aux marchés et de poursuivre leurs pratiques agricoles traditionnelles. 15 Ainsi, les mesures

destinées à lutter contre la grippe aviaire au Vietnam excluent les petits producteurs de volaille des grands marchés urbains et interdisent les basse-cours familiales, compromettant la survie de millions de paysans vietnamiens. Ces mesures sont d'autant plus ridicules qu'on sait pertinemment que c'est une des fermes de Charoen Pokphand (CP) qui a été à l'origine de l'épidémie qui s'est ensuite propagée au Vietnam du Nord. 16

Les ouvriers sont également très affectés. Aux États-Unis, les ouvriers de l'industrie de l'emballage de la viande ont pu organiser des syndicats et forcer les entreprises à leur accorder des conditions de travail et des salaires décentes dans les années 1980. Mais les patrons ont réagi violemment en tentant de briser les syndicats et en engageant des émigrés dont le statut juridique très précaire rendait difficile la mise en place de syndicats. Les entreprises ont ainsi pu réduire les salaires de moitié par rapport à leur niveau des années 80, tout en accélérant grandement la production. Aujourd'hui l'ouvrier d'une usine de volaille américaine reproduit en moyenne entre 10 et 30 000 fois les mêmes mouvements durant une période de travail. L'industrie de la viande est devenue le lieu de travail le plus dangereux des États-Unis. 17

Le modèle américain est en train de se répandre

Encadré n° 2: McMarfrig

McDonald's fut l'un des premiers à organiser son approvisionnement en viande à partir du Brésil. Dès 1982, l'entreprise a envoyé son principal fournisseur américain, OSI Group, pour ouvrir une usine au Brésil afin d'alimenter ses restaurants du Moyen-Orient. L'entreprise, Braslo Produtos de Carnes Ltda, est devenue le fournisseur exclusif de bœuf et de poulet des restaurants McDonald's au Moyen-Orient, dans les Émirats Arabes Unis, à Bahreïn, au Liban et au Pakistan. En 2008, Braslo a été racheté à OSI par Marfrig, l'une des plus grandes entreprises de viande du Brésil, en même temps que les usines européennes de volaille d'OSI. Le rachat des usines européennes comprenait l'énorme usine de Moy Park en Irlande du Nord, qui vend quelque 200 millions de poulets par an. Marfrig est ainsi devenu le plus grand fournisseur de viande de McDonald's en dehors des États-Unis, et OSI a acquis un siège au conseil d'administration de Marfrig et environ 10% des parts de l'entreprise.

Peu après, Marfrig s'est enfoncé encore un peu plus dans sillage de McDonald's, en rachetant l'entreprise de volaille brésilienne de Cargill, Seara en 2009, et Keystone Foods aux États-Unis en 2010. Keystone est l'un des principaux fournisseurs de viande des Mc Do aux États-Unis et dans le monde : il possède 54 usines de viande aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Australie, dans l'Union européenne, en Asie et au Moyen-Orient. Sa filiale malaise, Mac Food, envoie sept millions de livres [environ 3 200 tonnes] de viande halal au Moyen Orient chaque année. Keystone affirme fournir plus de 28 000 restaurants rapides dans le monde, ce qui a représenté en 2009 un chiffre d'affaires net de 6,4 milliards de dollars US.

Avec toutes ces acquisitions, dont plus de 35 ont été faites

entre 2006 et 2008, Marfrig est devenu la deuxième entreprise de viande du Brésil et le plus gros fournisseur de viande de McDonald's qui assure servir 1,6 millions de personnes par jour. Tout ceci, bien sûr, n'a été possible qu'avec la bénédiction de McDonald's. En fait la stratégie d'expansion de Marfrig consiste principalement à satisfaire les besoins de McDonald's et de ses autres gros clients mondiaux, qui veulent la viande la moins chère possible et un petit nombre de fournisseurs. Pour ce faire, Marfrig doit être capable de produire de la viande hors du Brésil. Dans le cas du bœuf par exemple, 61 % du marché mondial du bœuf est fermé aux exportations brésiliennes, à cause des restrictions contre le fièvre aphteuse. Désormais, grâce à ses récentes acquisitions, Marfrig peut faire appel à ses usines en Australie, en Uruguay ou aux États-Unis pour fournir du bœuf à ses clients de la restauration rapide, sur des marchés fermés au bœuf brésilien. L'entreprise peut aussi se servir de son envergure mondiale pour mettre la pression à ses ouvriers. Des ouvriers d'une usine de viande argentine de Marfrig sont actuellement embourbés dans un conflit du travail provoqué par ce qu'ils considèrent comme des conditions « inhumaines » à l'usine. 28

Pour assurer son expansion dans le monde, Marfrig doit aussi mondialiser son capital. L'entreprise a vendu des parts et proposé des participations comme moyen de financer son expansion. Elle a aussi beaucoup emprunté à des banques étrangères. Cette firme qui était encore privée et familiale en 2006 est devenue une société cotée et ses fondateurs brésiliens ne disposent plus que de 43 % du capital. La BNDES en possède 13 % et le reste appartient aux investisseurs étrangers.



partout dans le monde. Les syndicats européens des travailleurs de la viande mènent les mêmes batailles contre l'externalisation, l'embauche des émigrés et la délocalisation vers des pays où les salaires et les conditions de travail sont mauvais. 18 Au Brésil, où les syndicats sont bien représentés dans le secteur de la viande, les négociations avec les entreprises de viande du pays deviennent de plus en plus difficiles, au fur et à mesure que ces firmes se mondialisent. La dernière décennie, avec sa croissance tournée vers les exportations, a été particulièrement néfaste aux ouvriers du secteur de la volaille, qui sont le plus souvent des femmes. 19 Selon Sérgio Irineu Bolzan, ouvrier dans une usine de volaille de Cargill dans le Mato Grosso do Sul, le rythme de travail a doublé depuis qu'il a commencé à travailler dans cette usine en 1997. La conséquence en est que le taux des blessures associées aux mouvements répétitifs parmi les ouvriers a explosé, notamment parmi les femmes, car celles-ci ont tendance à occuper les postes nécessitant de bonnes compétences motrices. Une étude nationale récente au Brésil a constaté qu'un quart des femmes travaillant dans les usines de volaille brésiliennes souffraient de troubles musculo-squelettiques et que ce problème avait une incidence directe sur le taux de dépression. Près de 40 % des travailleuses de l'industrie de la volaille brésilienne en effet souffrent de dépression. 20 Les ouvriers affirment que les entreprises ont provoqué chez eux de véritables "épidémies" de graves problèmes sanitaires. 21

De fait, d'un point de vue de santé publique, la viande industrielle est un désastre. L'entassement d'un grand nombre d'animaux dans les fermes industrielles, qui est déjà en soi un traitement inacceptable des animaux, entraîne un usage exagéré des antibiotiques et facilite l'émergence et la diffusion de dangereux agents pathogènes. Cela fait

de la nourriture toxique pour les consommateurs, et en cas de problème, l'échelle même de cette production industrielle fait que le nombre de victimes monte rapidement ; on l'a encore bien vu lors de l'épidémie de salmonelles qui a récemment touché les producteurs d'œufs aux États-Unis (cf. l'article "A high-risk food system" dans la rubrique Seeds). Les fermes industrielles rendent aussi la vie des communautés environnantes infernale, en répandant des odeurs et des gaz dangereux qui provoquent des problèmes respiratoires et une pollution sévère des ressources aquatiques locales. En Chine, où l'expansion des fermes industrielles est plus rapide que partout ailleurs, le premier recensement national sur la pollution, publié en 2010, a beaucoup choqué en affirmant que l'agriculture était une plus grande source de pollution de l'eau que l'industrie ; les auteurs de l'étude blâmaient très clairement les fermes industrielles. 22 On comprend pourquoi les entreprises installent généralement leurs fermes dans les communautés pauvres qui n'ont pas grande influence en politique. 23

Les dimensions du désastre environnemental sont énormes : L'agriculture industrielle est à l'origine de la perte de biodiversité animale ; la production industrielle porcine, par exemple, n'est fondée sur cinq espèces 24. Ce système agricole déverse dans l'atmosphère des quantités de gaz à effet de serre (l'industrie de la viande est responsable à elle seule de 18 % du total des émissions de gaz à effet de serre 25) et fait disparaître les forêts de façon directe, quand la forêt est coupée pour faire place au bétail, et indirecte aussi, quand on y fait des cultures destinées à l'alimentation animale 26). Plus généralement, le boom de l'industrie de la viande dans le monde est responsable de l'expansion considérable de la production industrielle des matières premières agricoles, comme le soja, qui chassent les

Les petits nouveaux : les TNC émergentes dans le secteur de la viande

Brasil Foods (Brésil)

Brasil Foods a été formé en 2009 par fusion des deux plus grandes entreprises de volaille du Brésil, Perdigao et Sadia. La fusion était vue comme un effort désespéré pour sauver Sadia qui avait subi des pertes sévères quand la crise financière a gâché les 1,3 milliards de dollars US que l'entreprise avait mis en jeu sur le marché des dérivés monétaires. Cette fusion a permis à Brasil Foods de dépasser Tyson Foods, qui est ainsi devenu le plus gros producteur de volaille du monde. Brasil Foods exploite 42 usines dans cinq pays et a des succursales dans 17 pays, en Europe, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Asie. Les exportations représentent 42 % du total des ventes. La BNDES qui avait fourni le support financier pour faciliter la fusion, possède aujourd'hui 2,6 % de l'entreprise.

Charoen Pokphand (Thaïlande)

Charoen Pokphand (CP) est un conglomérat thaïlandais qui a été fondé par le magnat Danin Chearavanont, le plus riche individu de Thaïlande. et est encore étroitement contrôlé par lui. CP a débuté comme petite entreprise de semences de légumes pour devenir l'une des plus grandes firmes d'Asie du Sud-Est. Ses activités varient de l'agrobusiness, du commerce de détail, de l'immobilier, à la finance, l'industrie et les télécommunications. La CNUCED le place au 5^e rang mondial des TNC de l'agriculture. Ses activités à l'étranger comptent pour un quart des recettes de son secteur de l'agrobusiness et de l'alimentation et CP affirme avoir l'intention de faire passer ce pourcentage à 40 % dans les cinq prochaines années, grâce à un projet d'expansion d'un milliard de dollars US.

Le cœur des activités de CP est la viande : CP est en effet le plus gros producteur mondial d'aliments pour animaux et l'un des plus grands exportateurs de volaille. Il contrôle près d'un tiers du marché commercial thaïlandais de la volaille, trois quarts du secteur de la transformation du poulet en Indonésie et 80 % de la volaille industrielle élevée au Vietnam. Il a également d'importants élevages de poulets au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, au Laos, au Myanmar et en Turquie. Au cours des dernières années, CP a étendu de façon agressive sa production porcine ; de grandes fermes porcines devraient démarrer sous peu en Chine, en Russie, aux Philippines, au Laos et au Vietnam.

En Chine, CP poursuit actuellement un projet avec le gouvernement chinois et la Banque de développement de Chine (BDC) pour développer des "fermes-modèles" dans la province de Jilin ; celles-ci sont censées produire cinq millions de poulets et un million de porcs par an. En Russie, CP a signé un accord avec le gouverneur de Moscou pour construire et exploiter une grande ferme porcine d'un coût de 200 millions de dollars US aux abords de la capitale. CP prévoit qu'à la fin de 2013, ses fermes en Russie abriteront jusqu'à un million de porcs. D'autres projets d'élevages sont en cours au Pakistan où CP a acquis des terres dans la province du Sindh, ainsi qu'au Kenya et en Tanzanie, où CP a installé des filiales dont le capital initial se montait à 5 millions de dollars US.

Pendant ces deux dernières années, CP a rencontré régulièrement des responsables gouvernementaux et des hommes d'affaires de Bahreïn, afin de discuter les stratégies de ce pays pour assurer sa sécurité alimentaire à long terme. En 2009, CP a signé un protocole d'accord avec la banque bahreïnienne Al Salam, pour former une alliance stratégique concernant des investissements agro-industriels.

DaChan Great Wall (Taiwan)

Great Wall Enterprise est un conglomérat taiwanais qui s'occupe de commerce et de transformation des céréales et des oléagineux, d'élevage de crevettes, de volaille et de chaînes de restauration rapide partout en Asie. En 1990, l'entreprise a établi DaChan Food pour développer ses activités d'élevage de volaille et d'alimentation animale en Chine. C'est aussi le deuxième fournisseur d'alimentation animale en Malaisie et le troisième au Vietnam. DaChan est enregistré aux Îles Caïman et coté à la Bourse de Hong Kong. Great Wall possède 53 % de son capital, les autres investisseurs les plus importants étant l'entreprise agroalimentaire américaine ContiGroup (6 % du capital) et le fonds du gouvernement singapourien consacré aux investissements, le GIC (6 % également). Ces trois groupes sont considérés comme membres fondateurs de DaChan.

DaChan exploite dix fermes de volaille en Chine dont chacune a une capacité annuelle de 20 millions de poulets. L'entreprise prévoit de construire encore 50 fermes de la même taille. Actuellement, plus de 80 % de sa production de volaille en Chine reste sous-traitée à quelque 4 000 producteurs sous contrat.

DaChan s'est aussi développé en s'intégrant au mouvement d'expansion des entreprises de restauration rapide étrangères en Chine. Il y est le premier fournisseur de volaille de McDonald's et fournit un tiers de son poulet à KFC. En juin 2009, l'américain Yum !Co. a signé un contrat d'achat de trois ans pour 250 millions de dollars US avec DaChan. DaChan est également un des plus grands fournisseurs de produits de transformation de la volaille au Japon, par l'intermédiaire de sa co-entreprise chinoise, Dalian Investment, avec Marubeni, le négociant et géant de l'agrobusiness japonais. DaChan est le plus grand exportateur d'aliments transformés en provenance de Chine pour Ito-Yokado et 7-Eleven au Japon.

En mai 2010, DaChan s'est lancé dans un partenariat avec des entreprises appartenant aux gouvernements singapourien et chinois, afin d'établir une exploitation porcine totalement intégrée dans la province de Jilin, en Chine. Les fermes sont censées produire un million de porcs par an. Ce partenariat fait partie d'un projet de 1,5 million de dollars US mené par le gouvernement de Singapour dans la province de Jilin et destiné à garantir son propre approvisionnement alimentaire et à développer des marchés à l'exportation vers le Japon et la Corée.

International Foodstuffs Company (Émirats Arabes Unis)

L'International Foodstuffs Company (IFFCO) est une entreprise privée dirigée par l'homme d'affaires émirati Iqbal Othman qui a été établie dans les EAU en 1975 par son holding, l'Allana Group. L'Allana Group, propriétaire de Allanasons, est l'un des plus gros exportateurs indiens de produits agricoles et le plus gros producteur mondial de viande de bœuf halal. Deux membres de l'Allana Group siègent au Conseil d'administration d'IFFCO. Les fermes de volaille d'IFFCO dans les Émirats produisent environ 2,5 millions de poulets par an.

En 2009, l'entreprise a commencé à multiplier ses exploitations et élevages dans le monde. Elle a lancé une co-entreprise détenue à parité avec Oman Flour Mills pour mettre en place l'une des plus grosses exploitations de volaille des Pays du Golfe, avec une capacité annuelle de 15 000 tonnes de poulet et de deux millions d'œufs à couvrir. Cette exploitation doit être installée sur 6 000 hectares à Oman, près de la frontière avec les Émirats. En 2009, IFFCO a également acheté 20 % de l'Australian Agricultural Company (AAco), ce qui lui a permis de devenir le principal actionnaire de

la plus grosse entreprise australienne d'élevage de bovins, avec quelque 610 000 têtes, et les droits de propriété sur plus de sept millions d'hectares. IFFCO a depuis transféré ses parts d'AAco dans un partenariat malaisien à parité avec la plus grande entreprise de plantations du monde, le bureau fédéral de développement des terres (le Federal Land Development Authority ou Felida) en Malaisie. Un an plus tard, Felida et IFFCO ont annoncé la création d'une autre co-entreprise détenue à parité, Felida Global Ventures Livestock Sdn Bhd, qui se consacrera à l'élevage sur 850 000 ha dans les plantations de palmier à huile de Felida en Malaisie.

JBS (Brésil)

Les origines de JBS remontent aux années 1950 quand José Batista a commencé à acheter du bétail dans le centre du Brésil et à le vendre aux emballeurs de viande. Il ouvre un petit abattoir en 1957, devenant graduellement au cours des quatre décennies suivantes l'une des plus grandes entreprises de bœuf du Brésil, avec une capacité d'abattage de 5 000 bêtes par jour en 2000. C'est à ce moment-là que JBS s'est lancé dans une expansion spectaculaire. Dans les cinq années qui ont suivi, il a racheté de nouvelles usines de viande brésiliennes et acquis cinq usines argentines touchées par la crise économique nationale. En 2006, sa capacité d'abattage était passée à 22 600 bovins par jour, faisant de JBS la plus grande entreprise de transformation du bœuf de toute l'Amérique latine.

Mais tout cela n'était qu'un début pour JBS. En mars 2007, après avoir changé de nom (Friboi devenant JBS), l'entreprise est devenue une société cotée à la Bourse de Sao Paulo, levant ainsi 800 millions de dollars US pour réaliser ses projets d'expansion. Peu après, JBS a commencé à dépenser des milliards de dollars, ce qui lui a permis de racheter certaines des plus grosses entreprises de bœuf aux États-Unis, en Europe et en Australie, ainsi que l'un de ses principaux concurrents brésiliens, Bertin. Il a de surcroît acquis une grosse entreprise de viande d'agneau en Australie et l'américain Pilgrim's Pride, qui était, jusqu'à une date récente, la plus grande entreprise de volaille des États-Unis et l'un des plus grands producteurs de volaille du Mexique.

JBS est aujourd'hui la plus grande entreprise de viande du monde, avec des recettes annuelles de quelque 29 milliards de dollars US (dix fois celles de 2006) et une capacité d'abattage de 47 000 bêtes par jour. C'est la plus grande entreprise de bœuf du Brésil, le plus gros emballeur de viande d'Australie (21 % du marché), le plus gros emballeur également des États-Unis (32 % du marché), le plus grand transformateur d'agneau d'Australie, l'une des plus grandes entreprises de volaille des États-Unis et du Mexique, et le troisième producteur de porc américain. L'acquisition par JBS de l'emballeur italien Inlaca, en 2007, lui a permis d'asseoir sa présence sur les marchés russes, est-européens et nord-africains en plein essor ; ses acquisitions en Australie ont donné à JBS un meilleur accès aux marchés, au Moyen-Orient, en Europe ou au Japon comme sur les autres marchés asiatiques. En 2009, JBS a annoncé l'ouverture de sa première exploitation en Russie, une usine de hamburgers de 119 millions de dollars US, destinée à approvisionner les McDo russes.

L'acquisition la plus récente de JBS date de juillet 2010 : il s'agit d'une usine de fabrication d'aliments et d'un parc d'engraissement de bétail aux États-Unis qui pourra confiner plus de 130 000 bêtes à la fois. Tout compris, JBS contrôle désormais plus de 10 % de toute la transformation de la viande dans le monde. 29

« Nous avons déjà dépassé Tyson et ce n'est qu'un début, » a déclaré le PDG de JBS, Joesley Batista, 37 ans, le fils du fondateur de la firme qui a désormais la responsabilité d'une vache sur dix dans le monde de l'élevage de bétail industriel.

JBS s'efforce maintenant de développer au Brésil davantage de parcs d'engraissement à l'américaine. En juillet 2008, l'entreprise

a lancé la JBS Bank, qui va prêter 4 milliards de dollars US pour financer la construction de parcs d'engraissement aux 4 000 producteurs qui sont les principaux fournisseurs de JBS. JBS a l'intention d'étendre ses activités bancaires en Europe et en Australie et prévoit que 60 % de ses fournisseurs de bétail utiliseront des parcs d'engraissement d'ici deux ans, alors qu'ils n'étaient que 40 % jusqu'ici.

JBS est aux mains de la famille Mendonça Batista, par l'intermédiaire de ses holdings, J&F Participações et le ZMF Fund. Mais quelque 20 % de l'entreprise appartient actuellement à la Banque de développement du Brésil, qui a financé une grande partie des acquisitions de JBS au fil des années.

New Hope Group (Chine)

New Hope est un conglomérat chinois dont le siège est situé dans la province de Sichuan. Il emploie 60 000 personnes dans près de 400 filiales dont les activités peuvent être aussi bien l'agro-business que la chimie ou l'immobilier. La firme a été fondée en 1982 en tant qu'entreprise de production de volaille par Liu Yonghao et ses trois frères et fut l'une des premières compagnies privées autorisées, selon les nouvelles règles adoptées par le gouvernement chinois. Elle s'est agrandie rapidement et en 2009, Liu Yonghao était devenu le 17ème individu le plus riche de Chine. Il a aussi gravi l'échelle politique et a pris des postes clés dans certaines des commissions et associations chinoises les plus influentes.

New Hope est le plus grand producteur d'alimentation animale et l'un des plus grands producteurs de volaille et de porc en Chine. En 2002, il s'est introduit dans l'industrie laitière et possède maintenant un cheptel d'au moins 100 000 vaches laitières. Son expansion à l'étranger a commencé en 1996 et JBS a maintenant des exploitations au Vietnam, au Bangladesh, aux Philippines, en Indonésie et au Cambodge, où il a monté une co-entreprise d'alimentation animale avec le japonais Sojitz. La Société financière internationale de la Banque mondiale a investi 45 millions de dollars US dans New Hope en 2005.

En mai 2010, le New Hope Group a acheté 115 000 tonnes de maïs génétiquement modifié aux États-Unis pour ses usines d'aliments. C'est le plus gros achat de maïs GM à entrer en Chine depuis plus de dix ans. 30

Zambeef (Zambie)

Le Zambeef Products PLC Group est la plus grande entreprise agroalimentaire de Zambie. Elle contrôle 65 % du marché du bœuf, 25 % de celui de la volaille, 15 % du marché des oeufs et 20 % de celui des produits laitiers. Il cultive aussi des plantes sarclées sur 6 500 hectares de terres qui lui appartiennent en Zambie et est en train de développer une plantation de palmiers à huile sur 20 000 hectares. La croissance de Zambeef est due principalement à un accord d'approvisionnement exclusif avec Shoprite, l'une des plus grandes chaînes de détail d'Afrique. Zambeef construit actuellement un abattoir pour bovins de 5 millions de dollars US et un élevage de volaille sur 200 hectares de terrain acquis au Nigeria, près de Lagos ; cette usine est destinée à approvisionner les magasins Shoprite en Afrique de l'Ouest.

Zambeef négocie à la Bourse de Zambie. L'un de ses principaux investisseurs institutionnels est la Barclays Bank. En avril 2010, on a appris que l'IFC de la Banque mondiale allait investir dans l'entreprise 7 millions de dollars US en apport de dettes et acheter 3 millions de dollars supplémentaires en capital-risque, ce qui fait de l'IFC l'un des principaux actionnaires de Zambeef. Les investissements de l'IFC seront utilisés pour financer les projets d'expansion de Zambeef en Zambie et au Nigeria.

☛ communautés locales de leurs terres et transformement de petites exploitations durables en plantations industrielles, bouleversant et détruisant dans la foulée les paysages ruraux.

Quelques grains de sable pour enrayer la machine

Heureusement, des mouvements de lutte se mettent en place pour défer l'expansion de la production de viande industrielle dans le Sud, qu'elle soit imposée de l'extérieur ou non. Des groupes thaïlandais ont fait alliance pour résister à CP et ont commencé à communiquer avec des groupes d'autres pays où est implanté CP. De même, les groupes brésiliens qui suivent et remettent en cause les investissements de la Banque de développement du Brésil dans les multinationales brésiliennes commencent à prendre contact avec les gens des pays d'Afrique où travaillent ces entreprises. Au niveau local, les communautés mexicaines affectées par les fermes porcines industrielles rejoignent les réseaux

nationaux pour la justice sociale et environnementale afin de combiner leurs efforts de résistance.. Et au sein des principales multinationales de la viande des pays du Sud, les ouvriers lancent des ponts au-dessus des frontières par l'intermédiaire de leurs syndicats : c'est ce que font les ouvriers de Marfrig et de JBS avec leurs homologues en Uruguay, en Argentine et en Europe.

Ces efforts pour bâtir des alliances sont essentiels et il faut absolument les soutenir, s'en inspirer et aller plus loin. Il faut aussi examiner avec une plus grande attention tout cette avalanche d'accords entre les gouvernements du Sud. Enfin, il faut travailler davantage à forger des connexions et des liens de coopération entre les groupes qui s'opposent aux multinationales du Sud et les gens affectés par les stratégies d'expansion de ces dernières à l'étranger. Les enjeux sont cruciaux. Le système de la viande industrielle est beaucoup trop dangereux pour le laisser se développer dans le Sud sans réagir.

- 1 C'est ce qu'affirment Moby et Miyun Park dans leur livre *Gristle*, 2009.
- 2 "Below-cost feed crops: An indirect subsidy for industrial animal factories," IATP, June 2006: <http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=88122>.
- 3 Gumisai Mutume, "Mounting opposition to Northern farm subsidies," *Africa Recovery*, Vol.17 #1, May 2003, <http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol17no1/171agri4.htm>.
- 4 Voir GRAIN, "L'agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage", Seedling, juillet 2010 <http://www.grain.org/seedling/?id=697>
- 5 Tristan Coloma, "Quand les volailles donnent la chair de poule," *Le Monde Diplomatique*, juillet 2008 : <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/COLOMA/16084>.
- 6 CNUCED Rapport sur l'investissement dans le monde 2009, Genève, septembre 2009
- 7 Stuart Grudgings, "Cattle a tough target in Amazon protection fight," *Reuters*, 1 June 2009.
- 8 See <http://farmlandgrab.org/cat/iran>.
- 9 "Behind every FTA lie the TNCs: examples from Thailand," Interview with Witoon Lianchamroon, BIOTHA conducted by Aziz Choudry, [bilaterals.org](http://www.bilaterals.org), for Fighting FTAs, November 2007: <http://www.bilaterals.org/>
- 10 Les trois entreprises sont Shandong Zhucheng Foreign Trade, Qingdao Nine-Alliance et Anqiu Foreign Trade.
- 11 On peut parler de "forcer la main" quand le gouvernement américain dit à Taiwan ou à la Corée que s'ils n'ouvrent pas leur marché au boeuf américain, les États-Unis ne signeront pas d'accord de libre-échange avec eux.
- 12 Cf. GRAIN, "Sécurité sanitaire : les dés sont pipés", Seedling, Juillet 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=556>
- 13 FAO, "La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2009", <http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/i0680f00.htm>
- 14 Doreen Carvajal and Stephen Castle, "A US hog giant transforms Eastern Europe," *New York Times*, 5 May 2009.
- 15 GRAIN, "L'élevage sous contrat et l'industrie de la volaille dans le monde", Seedling, janvier 2008; Isabelle Delforge, "Contract farming in Thailand: A view from the farm", a report for Focus on the Global South, 2008; "Thailand Livestock Report", Italia Trade Commission, 2008: <http://www.ice.gov.it/paesi/asia/thailandia/upload/177/thailand%20Livestock%20Report.pdf>.
- 16 GRAIN, "La grippe aviaire : une aubaine pour 'Big Chicken'", *A contre-courant*, mars 2007. <http://www.grain.org/articles/?id=24>
- 17 Ana Grabowski of the UFCW, speaking in Brazil, 1 July 2008: <http://www.rel-uita.org/>; Tom Philpott, "How the meat industry thrives, even as costs rise," *Grist*, 13 September 2007: <http://www.grist.org/article/hog-futures/>
- 18 Voir par exemple le syndicat italien CGIL FLAI Modena: <http://www.nuovocaporalato.it/>.
- 19 Travailler dans le secteur du boeuf au Brésil n'est pas nécessairement mieux. En 2007, 60% des accusations d'esclavagisme ou de traitements dégradants reçus

- par la Pastoral Land Commission concernaient l'industrie du bétail. Voir REL-UITA: http://www.reluita.org/sociedad/hambre/hombres_esclavizados_ganado_subsidio-por.htm.
- 20 See REL-UITA: http://www.rel-uita.org/agenda/encontro_setor_avicola-2008/con_sergio_bolsan.htm.
- 21 Carta de Atibaia, "Declaración Final del Encuentro Internacional de los Trabajadores en la Industria Avícola", 18 June 2008: http://www.rel-uita.org/agenda/encontro_setor_avicola-2008/carta_de_atibaia.htm.
- 22 Jin Zhu, "Animal waste a threat to clean water supply," *China Daily*, 15 July 2010; Mindi Schneider, "China: agriculture a bigger polluter than industry," *Pig Penning*, 20 July 2010: <http://pigpenning.wordpress.com/>.
- 23 Pour plus ample information, voir l'excellent entretien (en anglais) de David Kirby sur Democracy Now!, "The looming threat of industrial pig, dairy and poultry farms on humans and the environment", 24 August 2010: http://www.democracynow.org/2010/8/24/david_kirby_on_the_looming_threat ou Fabrice Nicolino, *Bidoche : L'industrie de la viande menace le monde*, Editions LLL, septembre 2009. Pour un important documentaire sur la communauté de La Gloria, au Mexique et ses problèmes avec les fermes porcines environnantes, voir la Télévision Suisse Romande, "H1N1: pourquoi c'est tombé sur les Mexicains", janvier 2010 : <http://www.grain.org/articles/?id=59>
- 24 Pour une analyse plus approfondie de la question, voir Susanne Gura, "Le monde de l'élevage aux mains des multinationales" Seedling, janvier 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=630>
- 25 GRAIN, "Le système alimentaire international et la crise climatique" Seedling, <http://www.grain.org/seedling/?id=645>
- 26 Durant le boom des exportations de boeuf brésiliennes entre 1990 et 2002, le cheptel est passé de 26 à 57 millions de bêtes ; 80% de cette augmentation concernait l'Amazonie. Voir Sven Wunder, Benoit Mertens, Pablo Pacheco and David Kaimowitz, "Hamburger connection fuels Amazon destruction," *CIFOR*, 2004, http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/media/Amazon.pdf.
- 27 Marta Steeman, "Competing offer drives up shares," *Business Day*, 17 August 2010.
- 28 "Pré-conflito em um frigorífico da Marfrig", REL-UITA, 19 May 2010: http://www.rel-uita.org/sectores/frigorificos/preconflito_en_un_frigorifico_de_marfrig-por.htm.
- 29 Lucia Kassai, "Pilgrim's may absorb JBS's US unit in reverse merger, CEO Batista says", *Bloomberg*, 17 August 2010, <http://www.bloomberg.com/news/2010-08-16/jbs-says-reverse-merger-of-jbs-usa-pilgrim-s-pride-units-is-possible.html>.
- 30 Mindi Schneider compile actuellement les profils de New Hope et des autres entreprises de viande chinoises sur son site Internet (en anglais) : <http://pigpenning.wordpress.com/>

De Cochabamba à Cancún

il est urgent de trouver de véritables solutions à la crise climatique

GRAIN

Après la débâcle du sommet de Copenhague sur le climat en 2009, le gouvernement bolivien a pris une initiative peu commune : il a appelé « les peuples du monde, les mouvements sociaux et tous les défenseurs de la Terre-Mère » à se rassembler, pour analyser les causes sous-jacentes de la crise climatique et essayer de formuler ce qui doit être fait. Ce rassemblement a eu lieu en avril 2010 à Cochabamba, en Bolivie, et a réuni plus de 35 000 personnes venues du monde entier. Pour une fois, les « peuples » - et non pas les gouvernements - occupaient le centre de la scène et leurs délibérations et leurs conclusions fournissent une base solide qui permet d'aller de l'avant. Si seulement les gouvernements étaient capables d'écouter ! Dans cet article, nous avons choisi de nous concentrer sur les liens mis en évidence à Cochabamba entre le climat, l'alimentation et l'agriculture.

Il semble que le Sommet de Copenhague sur le changement climatique soit vu, de façon (quasi) unanime comme un échec complet. Les gouvernements des pays les plus responsables du réchauffement climatique ont refusé de même discuter les causes principales du changement climatique, et se sont bien gardés d'envisager

des solutions sensées. Aux portes du Sommet de Copenhague, les protestations des mouvements sociaux ont été réduites au silence par une violente répression policière et des arrestations préemptives. Pendant ce temps, dans les salles de conférence, les discussions étaient dominées par les pays les plus polluants, ne laissant aux nations les plus pauvres que le droit d'entériner sans discuter un texte écrit d'avance, s'ils ne voulaient pas perdre les fonds d'adaptation [aux conséquences du changement climatique] dont ils ont désespérément besoin. Ce fut une vraie farce, une trahison, dont le seul aspect positif est qu'il a mis à nu l'absence totale de volonté politique des gouvernements et leur degré de duplicité avec le monde des affaires.

Le prochain Sommet des Nations unies sur le climat aura lieu à Cancún, au Mexique, et on est partout très sceptique quant à la capacité de ce sommet à faire mieux que le dernier. Mais entre temps, il s'est passé quelque chose d'intéressant.

Étant donné le désastre de Copenhague, le gouvernement de Bolivie a décidé de prendre une initiative peu commune, en lançant la « Conférence des peuples du monde sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère ». Il s'agissait pour les mouvements sociaux d'exposer leurs idées et leurs expériences sur la façon de mettre fin à la crise climatique. Les objectifs de la conférence (voir encadré) allaient beaucoup plus loin que n'importe quel processus concernant le climat venant des gouvernements. C'est probablement la seule fois dans l'histoire récente qu'un gouvernement, face à une crise internationale urgente, a lancé un appel aux collectifs, aux associations, aux mouvements et aux communautés, pour mener une réflexion fondamentale sur ce que qui peut et ce qui doit être fait.

Le nombre de participants à la Conférence de Cochabamba a dépassé toutes les attentes : plus de 35 000 personnes sont venues, dont au moins 10 000 de l'étranger. Les discussions ont été réparties en

☛ 17 ateliers gérés de façon collective. Les documents émanant de ces groupes de travail sont extrêmement intéressants en soi, en ce sens qu'ils fournissent une base pour des positions internationales qui sont l'écho des points de vue des mouvements sociaux, des organisations de la société civile et des chercheurs. Ils constituent un contrepoids aux textes officiels produits à huit clos par les grandes puissances à Copenhague.

La diversité des expériences, des milieux et des cultures n'a pas été une entrave aux discussions ni aux décisions collectives. Cochabamba illustre donc bien qu'il est possible de travailler ensemble. On pourrait penser qu'il est impossible d'obtenir des propositions précises et cohérentes d'un groupe composé de milliers de personnes avec leurs milliers d'expériences, mais c'est justement ce que Cochabamba a réussi à faire.

Le groupe 17 se concentre sur le système alimentaire

L'un des groupes de travail les plus populaires et les plus importants était le "Groupe 17" que le mouvement mondial paysan Via Campesina avait expressément réclamé pour se pencher sur les relations entre souveraineté alimentaire, agriculture et crise climatique. Le groupe était coordonné par l'association régionale d'Amérique latine de Via Campesina, CLOC-Via Campesina. En fixant le débat dans le cadre de la souveraineté alimentaire, le groupe a pu non seulement analyser les sources majeures de gaz à effet de serre, mais aussi arriver à comprendre la complexité des forces qui provoquent la crise écologique et les diverses autres crises qui affectent la planète : finance, énergie, alimentation, migrations et autres. À partir de là, le groupe a pu identifier des stratégies permettant de freiner le réchauffement global. La souveraineté alimentaire s'est retrouvée au cœur de ces stratégies, en tant que concept central pour les mouvements mondiaux de paysans et d'indigènes et leurs alliances toujours plus nombreuses.

Le groupe qui travaillait sur le système alimentaire est parvenu à plusieurs conclusions essentielles, dont la première était :

« L'agrobusiness, par son mode de développement social, économique et culturel dans un cadre de production capitaliste mondialisée... ne satisfait pas le droit à une alimentation adéquate et constitue une cause majeure du changement climatique. Le changement d'utilisation de la terre (déforestation et expansion des frontières agricoles), les monocultures, la production, le marketing et l'usage d'intrants agrochimiques, la transformation alimentaire industrielle et la logistique du transport des denrées sur des milliers de kilomètres pour atteindre le consommateur... sont des causes majeures de la crise climatique et de l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim et de la

malnutrition dans le monde. »

Quant à l'eau, ressource fondamentale pour la production de nourriture et la survie, le groupe a remarqué que les grandes entreprises s'emparaient sans restriction pour mener toutes leurs activités à grande échelle, alors que les peuples perdaient leur accès à l'eau indispensable à leurs propres besoins. Le groupe a aussi critiqué les subventions généreusement allouées pour promouvoir des solutions technologiques risquées pour refroidir la planète, comme les agrocarburants, les OGM, les nanotechnologies, la biologie synthétique, le biochar, les arbres artificiels et la géo-ingénierie. Ces démarches technocratiques ne sont par essence qu'une manière de laisser le monde poursuivre sa voie suicidaire au profit d'une petite minorité.

Le groupe a également condamné les mécanismes dits "propres" d'échange et de spéculation pour détruire les forêts et semer des plantations, sous le prétexte de prévenir le changement climatique. Ce genre de mécanisme crée des marchés de droits à polluer, tout en considérant les communautés rurales comme des larbins et en leur refusant l'accès à leur propre territoire. Il était clair pour le groupe que les crédits-carbone ne sont qu'une arnaque et que les prétendus projets de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) sont particulièrement mauvais, car ils privent les peuples des forêts de la gestion de leurs terres pour la confier au marché du carbone.

L'une des principales conclusions du groupe était aussi que :

« L'expansion du libre-échange dans les accords de partenariat économique, les accords de libre-échange et la protection des investissements, pour ne citer que quelques exemples, sont une atteinte directe à la souveraineté des pays et des peuples, à l'autonomie des États et à la capacité des agences internationales à mener des actions multilatérales. »

Les lois sur les semences ont été condamnées parce qu'elles sapent la souveraineté des communautés, en ce qu'elles les privent des fondements mêmes de leur avenir : les semences. De la même façon, les droits de propriété intellectuelle ont été décrits comme « des instruments de privatisation qui détruisent les systèmes de connaissances locaux, traditionnels et scientifiques. » Selon le groupe, « la concentration actuelle de la propriété foncière et l'exploitation des océans par les groupes économiques, les multinationales et les fonds de couverture, tant publics que privés, sont l'une des atteintes les plus sévères et les plus imminentes contre les peuples et leur souveraineté alimentaire. »

Bien sûr, tout ceci a déjà été dit auparavant de diverses façons. Mais la force et la nouveauté résident dans le fait que la collaboration d'un groupe

si divers ait réussi à systématiser et réorganiser les réflexions, et à atteindre un consensus sur un tableau aussi dramatique et complexe. En les diffusant plus largement, on peut espérer que ces conclusions pourront servir de guide et de cadre aux actions futures.

Comment continuer

Les conséquences de Cochabamba permettent de voir clairement comment orienter nos luttes concernant le changement climatique. Le refroidissement de la planète doit commencer avec les peuples indigènes et les communautés paysannes qui réclament l'autogestion, la souveraineté alimentaire et l'autonomie. Pour sortir de la crise climatique de façon positive, ces derniers défendent leurs forêts, leurs ressources aquatiques, leurs sources, leurs plantes indigènes, leurs pratiques d'agriculture, d'élevage et de pêche, leurs systèmes de santé et leur médecine traditionnelle. Ils défendent leur territoire et la biodiversité contre les projets de destruction environnementale qui cherchent à extraire des ressources de leurs terres et de leurs eaux. Ils demandent que leur résistance ne soit pas criminalisée.

Les communautés indigènes et paysannes sont capables de refroidir la planète mais comme le souligne la réflexion de Cochabamba, il faut

« une réforme agraire, généralisée et profonde et une reconstitution des territoires des indigènes et des Afro-descendants, la mise en place de politiques participatives tenant compte de la parité hommes-femmes, de façon que les paysans et les indigènes, leurs cultures et leurs styles de vie retrouvent un rôle central et fondamental, vital dans l'agriculture mondiale pour garantir la souveraineté alimentaire et restaurer l'harmonie qui permettra d'atteindre l'équilibre climatique dans le monde. »

Les solutions véritables exigent d'identifier correctement les causes du changement climatique et de remettre en question le modèle industriel, en particulier l'agrobusiness et le système alimentaire des multinationales, puisque ceux-ci sont responsables de plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Et surtout, les solutions

véritables exigent de défendre l'agriculture paysanne qui produit la nourriture en fonction des besoins locaux, en-dehors du système alimentaire mondialisé. Cochabamba a permis d'y voir beaucoup plus clair et a contribué à ouvrir un horizon nouveau pour les mobilisations et les actions à long-terme.

Direction :Cancún

On ne sait pas encore si les propositions et la mobilisation de Cochabamba influenceront les négociations gouvernementales officielles ni dans quelle mesure. Mais cette conférence a réussi à stimuler la discussion, c'est le moins qu'on puisse dire. Certaines des conclusions de Cochabamba ont été incorporées dans le texte officiel des Nations unies pour les prochaines négociations. Mais, chose peut-être plus importante, Cochabamba a contribué de façon cruciale à l'avancement de deux idées : Premièrement, que la crise climatique n'est qu'un élément d'une crise environnementale désastreuse bien plus vaste, provoquée par l'expansion incessante des intérêts industriels et commerciaux. Deuxièmement, qu'il existe des solutions viables, si nous nous efforçons d'éliminer les causes du problème.

Le prochain sommet des Nations unies sur le climat aura lieu à Cancún, fin novembre. Déjà on assiste à la mobilisation collective des réseaux, des groupes, des communautés et des associations environnementales venus du monde entier et le rassemblement de Cochabamba a donné un nouvel essor à cette mobilisation. Via Campesina et l'Asamblea Nacional de Afectados Ambientales (Assemblée nationale des victimes environnementales du Mexique) ont fait alliance pour promouvoir une vaste mobilisation au moment des négociations de Cancún en novembre. De fait, la probabilité que les gouvernements parviennent à un accord important à Cancún peut sembler déjà extrêmement faible, comme le soutient de façon assez convaincante George Monbiot dans les lignes ci-dessous. Cependant, la mobilisation des mouvements sociaux prend de l'ampleur et la compréhension partagée des enjeux et du travail à faire ne cesse de gagner en clarté.

Les objectifs de Cochabamba

1. Les objectifs de Cochabamba Analyser les causes structurelles et systémiques du changement climatique et proposer des mesures radicales, pour garantir le bien-être de toute l'humanité en harmonie avec la nature
2. Discuter et se mettre d'accord sur le projet de Déclaration Universelle des Droits de la Terre-Mère
3. Parvenir à un accord sur des propositions de nouveaux engagements au Protocole de Kyoto et des projets de décision COP sous l'égide de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui guideraient les actions futures dans les pays dont la survie est engagée durant les négociations sur le changement climatique et dans tous les scénarios des Nations Unies
4. Travailler à l'organisation du référendum mondial des peuples sur le changement climatique
5. Analyser et développer un plan d'action qui permette la mise en place d'un Tribunal de justice climatique
6. Définir des stratégies d'action et de mobilisation pour défendre la vie contre le changement climatique et défendre les Droits de la Terre-Mère.

Le processus est mort

Il est déjà clair que les discussions de décembre sur le climat ne mèneront à rien. Alors qu'est-ce qu'on fait ?

Plus l'échéance approche, plus c'est désespérant. Le mieux qu'on puisse maintenant espérer du sommet de décembre sur le climat, c'est que certains délégués arrivent à rester éveillés durant les réunions. Une fois que les discussions ont échoué, comme ce fut le cas à Copenhague, les gouvernements se désintéressent de la question. Ils ne veulent pas être associés à un échec et n'ont aucune envie de dépenser du temps et de l'argent dans un processus en panne. Neuf ans après avoir été transférées au Mexique après leur échec au Qatar, les négociations sur le commerce mondial restent dans les limbes de la diplomatie. Rien dans la préparation des discussions sur le climat ne suggère qu'on puisse en attendre quoi que ce soit.

Une réunion, prévue en Chine pour le début octobre, est censée préparer le chemin pour Cancún. Ses hôtes ont déjà indiqué clairement que cela ne mènera à rien : Il y a encore, explique un haut responsable chinois du changement climatique, « d'énormes différences entre les pays développés et les pays en développement. » Chacun blâme les autres pour l'échec de Copenhague. Tout le monde insiste que ce sont les autres qui doivent bouger.

Mais personne n'est suffisamment impliqué pour vraiment s'engager. Les désaccords sont à la fois profonds et feutrés. L'ordonnance du docteur n'a pas été écrite et peut-être même ne le sera t-elle jamais, s'il faut sauver la face. Mais la dure réalité est que le processus est bien mort.

Le seul accord mondial pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le Protocole de Kyoto, expire en 2012. Aucun projet réaliste ne permet de penser que le protocole sera remplacé avant la date d'expiration. En effet l'accord existant avait nécessité cinq ans de négociations et huit ans de plus pour être mis en place. Si nous voulons être réalistes sur ce qu'on peut espérer en termes d'actions sur le changement climatique, nous avons nettement régressé par rapport à 1997, et même par rapport à 1992. Et ce n'est pas seulement que nous avons perdu 18 précieuses années : nous avons, durant cette période de bonnes intentions et d'effets d'annonce, fait en réalité un grand bond en arrière.

Les engagements régionaux et nationaux ne sont pas plus encourageants. Une analyse publiée il y a quelques jours par le groupe militant Sandbag fait une estimation de la quantité de carbone qui aura été économisée d'ici la fin de la seconde phase du système d'échanges d'émission de l'Union européenne, en 2012 donc. Après l'échec lamentable de la première phase de ce projet, on nous avait promis que les véritables réductions de carbone commenceraient à se faire vraiment sentir entre 2008 et 2012. Combien de carbone aura t-on alors économisé ? Moins de 0,3 pour cent.

Pire encore, la réduction de la production industrielle due à la récession a permis aux grands pollueurs de monter une banque de permis carbone qu'ils ont le droit de reporter sur la prochaine phase du projet d'échanges. Si rien n'est fait pour annuler ces permis ou pour abaisser le plafonnement (ce qui, au vu de la puissance des lobbies industriels et de la faiblesse de la résolution des gouvernements, est peu probable), ce surplus de permis ne peut que fausser aussi la troisième phase. Contrairement au Protocole de Kyoto, le système d'échanges d'émissions de l'UE, lui, doit perdurer. Il continuera également à ne servir à rien.

Beaucoup de nations, le Royaume-Uni par exemple, ont préparé des plans nationaux de réductions des gaz à effet de serre qui semblent relativement solides. Mais à l'exception des Maldives, leurs objectifs sont loin d'atteindre un niveau qui permettrait de réduire globalement les températures de plus de deux degrés.

De toute façon, aucun de ces plans n'est réel. Les réductions proposées ne tiennent pas compte des émissions nettes de gaz à effet de serre que nous avons délocalisées dans d'autres pays et importons aujourd'hui sous la forme de produits finis. Si ces dernières étaient incluses dans les comptes britanniques, avec les gaz provenant de l'aviation, de l'industrie de la pêche et du tourisme, les émissions du Royaume-Uni augmenteraient de 48 %. Plutôt que d'avoir réduit notre contribution au réchauffement global de 19 % depuis 1990, comme le prétend le gouvernement, nous l'avons augmentée d'environ 29 %. La même histoire se répète dans

George Monbiot

la plupart des pays développés. Notre succès apparent provient uniquement d'échecs ailleurs.

Un nuage noir plane sur l'ensemble : il est de plus en plus admis que les États-Unis ne vont pas rentrer dans le jeu. Pas cette année, et peut-être même jamais. Si le Congrès n'a pas été capable d'adopter une loi sur le climat si minime qu'elle consistait surtout en une série de failles, alors que Barack Obama était président et que les démocrates avaient la majorité dans les deux chambres, quelles actions peut-on envisager dans un contexte politique différent ? Mardi dernier, on a pu lire dans le Guardian que sur 48 candidats aux élections de novembre au Sénat, un seul acceptait l'idée qu'un changement climatique dû à l'homme soit une réalité. De qui s'agit-il ? De Mike Castle de l'État de Delaware, qui a été battu le lendemain par la candidate du Tea Party Christine O'Donnell, s'appuyant sur pleine chambre de négateurs de la science. (...)

En d'autres termes, il n'existe pas d'instrument efficace qui puisse à lui seul restreindre le réchauffement global provoqué par l'homme sur la planète. La réponse au changement climatique que Lord Stern a décrit comme étant « le résultat de l'échec du marché le plus grave que le monde ait connu » est le plus grand désastre politique que le monde ait connu.

La Nature ne nous attendra pas. La National Oceanic and Atmospheric Administration du gouvernement américain révèle que les huit premiers mois de 2010 ont été aussi chauds que ceux de 1998, soit une chaleur record. Mais il y a entre ces deux chiffres une différence cruciale : 1998 avait connu un El Niño record [El Niño est la phase chaude de l'oscillation naturelle des températures dans le Pacifique]. En 2010, El Niño a été moins fort (son maximum se situant de façon inhabituelle à environ 1,8°C, plutôt que 2,5°C) et court, par rapport à ceux des années précédentes. Depuis le mois de mai, l'oscillation est dans sa phase froide (La Niña) et cependant, les mois de juin, juillet et août cette année ont été les plus chauds jamais enregistrés. Plus les avertissements sont graves, moins nous sommes capables d'agir.

Et maintenant qu'est-ce qu'on fait ? Comment répondre à cette réalité que nous nous sommes efforcés d'ignorer, à savoir qu'en 18 ans de promesses et de blabla, il ne s'est rien passé ? Les défenseurs de l'environnement ont tendance à se blâmer eux-mêmes de ces échecs. Peut-être aurions-nous dû aider les gens à mieux apprécier leur vie ? Ou à moins l'apprécier. Peut-être aurions-nous dû susciter plus d'espoir. Ou de désespoir. Peut-être étions nous trop fixés sur nos visions de grandeur. Ou sur des trucs technologiques. Peut-être nous sommes-nous trop rapprochés du monde des affaires. Ou pas assez. La vérité est qu'il n'y a pas – il n'y en a jamais eu – de stratégie dont la réussite est garantie, parce que les puissances auxquelles nous sommes confrontés ont toujours été plus fortes que nous.

Les Verts ne sont qu'une force minable par rapport aux lobbies industriels, au manque de courage des gouvernements et à la tendance naturelle chez les humains de ne pas voir ce que nous ne voulons pas voir. Pour compenser nos faiblesses, nous nous plaisons à imaginer un pouvoir paternaliste bienveillant qui agirait – même si les mécanismes politiques restent impénétrables, pour le bien de l'humanité. Nous nous sommes permis de croire, qu'avec un peu de pression et quelques protestations, quelque part, dans une lointaine sphère institutionnelle, des gens, qui acceptaient certes des compromis mais tout de même des gens honorables, prendraient soin de nous. Mais ils ne le feront pas. Ils n'ont jamais eu l'intention de le faire. Alors qu'est-ce qu'on fait maintenant ?

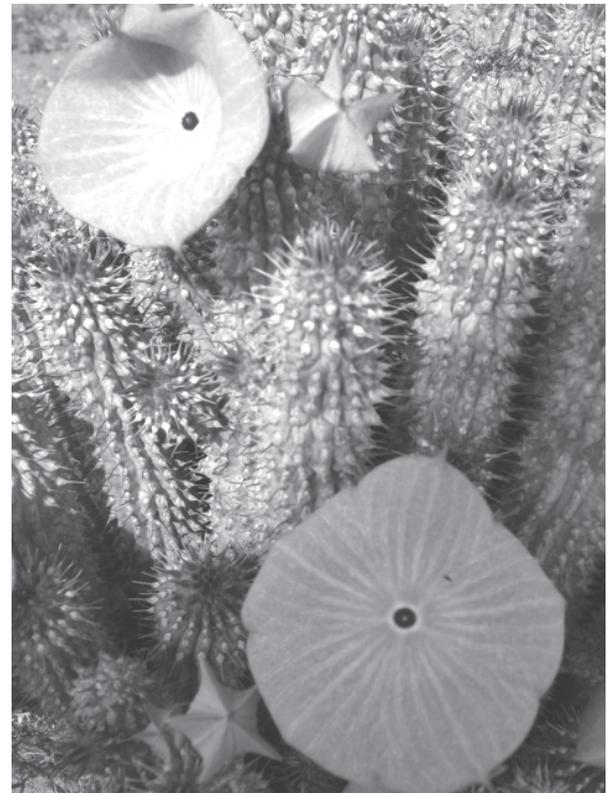
Je ne sais pas. Ces échecs ont exposé non seulement des problèmes politiques familiers mais aussi combien la faiblesse humaine est profondément enracinée. Tout ce que je sais, c'est que nous devons arrêter de rêver d'une réponse institutionnelle qui ne se matérialisera jamais, et commencer à faire face à cette réalité politique que nous avons tenté d'éluider. Cette dans cette optique qu'il faut maintenant réfléchir.

1 – Cet article a été publié initialement dans Le Guardian, le 21 septembre 2010. La version contenant toutes les références en anglais est disponible ici : <http://www.monbiot.com/archives/2010/09/20/the-process-is-dead/>

Le Hoodia : beaucoup de baratin

Il y a près de 20 ans que la Convention sur la diversité biologique (CDB) a été signée. Aujourd'hui il semble qu'un accord sur l'une de ses propositions centrales – la mise en place d'un régime qui réglementerait l'accès et le partage équitables des bénéfices de la biodiversité – soit à portée de main. En octobre, les Parties doivent se rencontrer au Japon et sont censées se mettre d'accord sur un texte final. Entre temps, au niveau national, les gouvernements ont commencé à légiférer sur le sujet. Dans l'article qui suit, Rachel Wynberg analyse en quoi consiste ce partage des bénéfices pour les San, un peuple d'Afrique australe, qui ont vu leur cactus Hoodia prendre soudain une forte valeur commerciale.

Rachael Wynberg



Rachel Wynberg est chercheur à l'Environmental Evaluation Unit (Département d'évaluation environnementale) à l'Université de Cape Town, et membre fondateur et actuellement administratrice de Biowatch South Africa. En 1997, ayant entendu parler du brevet Hoodia qui avait été demandé par le CSIR, elle a fait des recherches sur les utilisations traditionnelles de cette plante et a lancé, par l'intermédiaire de Biowatch, une campagne pour alerter les médias et les San, en révélant comment leurs savoirs étaient exploités. Depuis 10 ans, elle fait des recherches sur le Hoodia et sur sa commercialisation et a récemment publié un livre sur la question, en collaboration avec Doris Schroeder et Roger Chennells. (cf. Lectures complémentaires à la fin de l'article.)

Le Hoodia est sans aucun doute l'un des cas de biopiratage les plus célèbres. Il est souvent utilisé pour démontrer les bénéfices de la bioprospection pour les peuples indigènes et comme une façon de résoudre les problèmes de biopiratage. La réalité, cependant, est beaucoup plus complexe ; elle pose plus de questions qu'elle n'en résout en matière d'accès et de partage des bénéfices, et illustre les coûts et les bénéfices qui sont l'inévitable corollaire de ces accords de partage des avantages.

L'histoire a son origine dans les régions arides d'Afrique australe, où le Hoodia, une plante grasse, est utilisé depuis très longtemps par les population

indigènes San, pour inhiber la faim et la soif. Les San sont parmi les populations africaines les plus anciennes, et les plus marginalisées. Les connaissances sur cette plante avaient été publiées par des botanistes au temps de la colonisation et ont été exploitées par le Conseil sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle (le CSIR) afin de mener des recherches sur les propriétés potentielles de la plante comme coupe-faim. En 1997, après une longue période de développement, le CSIR a déposé un brevet sur l'usage des principes actifs responsables de l'effet coupe-faim de la plante. Un accord a ensuite été signé en 1998 entre le CSIR et la firme britannique Phytopharm. Celui-ci a été suivi par un autre accord de licence avec redevances entre Phytopharm et Pfizer, le géant pharmaceutique américain.

Jusqu'à 2001, les San n'avaient aucune idée que leurs savoirs concernant le Hoodia pouvaient avoir des applications commerciales ni que ces savoirs avaient servi de base à des recherches, à une validation scientifique ainsi qu'à la demande de brevets internationaux par le CSIR. Ils étaient de plus exclus des transactions lucratives liées au développement des produits commerciaux.

En 2001, les San ont pris conscience que leurs savoirs étaient exploités sans leur consentement. De fait, le CSIR avait informé Phytopharm que les San, dont la population avoisine les 100 000, « n'existaient plus ». Les pressions politiques et une intense couverture médiatique ont obligé le CSIR à négocier avec les San et un accord de partage des bénéfices a été adopté en 2003.

Cet accord déclarait que les San recevraient 6 % de toutes les redevances versées par Phytopharm au CSIR pour ses produits, et 8 % en paiements d'étapes, au fur et à mesure que certains objectifs seraient atteints. L'argent serait déposé dans un fonds mis en place conjointement par le CSIR et le Conseil des San d'Afrique du Sud, « afin d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des populations San d'Afrique australe. » Des règles très strictes furent décidées pour la distribution des fonds. Les représentants des San ayant reconnu que les savoirs concernant la plante étaient la propriété collective de la communauté San, il fut donc décidé de partager l'argent entre tous les San d'Afrique australe.

Les failles apparaissent

Au départ, on a vanté cet accord comme une avancée décisive dans l'impasse où se trouvaient les questions de l'accès et du partage des avantages (APA). On avait là un bel exemple de la façon dont la CDB pouvait en pratique bénéficier à la fois aux populations indigènes et à ceux qui tentaient de tirer profit des savoirs traditionnels et des ressources biologiques. Le contrôle de l'obésité par le régime alimentaire est évalué à 3 milliards de dollars US par an, rien qu'aux États-Unis : on pouvait donc attendre des retours sur investissement extrêmement lucratifs. Mais très rapidement, la situation a commencé à se détériorer. Une analyse de l'accord a révélé que, même si les San devaient recevoir d'importantes sommes d'argent, celles-ci ne représenteraient qu'une portion minuscule d'un très gros gâteau. L'argent reçu par les San serait extrait

des royalties touchées par le CSIR, mais les bénéfices de Pfizer et de Phytopharm resteraient inchangés. Pouvaient-ils alors parler de partage équitable ? La condition imposant aux San un accord exclusif avec le CSIR était également troublante, en ce sens qu'elle privait les San de toute autre opportunité de tirer profit de l'utilisation du Hoodia. Et si l'accord avec Pfizer était annulé ? Autre problème très inquiétant : comment gérer l'afflux et la distribution de sommes d'argent potentiellement énormes, quand les institutions San locales étaient si fragiles et si peu développées ? Quel serait l'impact sur les San et comment pourrait-on créer un système garantissant la justice et l'équité dans trois pays différents ? Cet aspect était particulièrement complexe

Encadré : à qui profite le Pélargonium

Le défi récemment soulevé par le brevet sur le Pélargonium, une plante provenant d'Afrique du Sud et du Lesotho, illustre clairement avec quelle facilité les gouvernements et les entreprises manipulent les relations de pouvoir et choisissent les communautés et les questions qui les intéressent. Les savoirs concernant les propriétés curatives du Pélargonium ont été obtenus dès les années 1800 par un médecin suisse auprès de guérisseurs traditionnels du Lesotho. Schwabe, une firme pharmaceutique allemande, produit depuis plusieurs dizaines d'années un médicament très efficace à partir de la racine de la plante. Ce n'est qu'un exemple des nombreuses ressources biologiques issues des pays du Sud qui sont utilisées comme médicaments dans les pays industrialisés. Mais quand Schwabe a obtenu plusieurs brevets à l'EPO (Bureau des brevets européen), une communauté de la petite ville d'Alice, dans la province du Cap-Oriental en Afrique du Sud, a décidé de contester le brevet. Soutenue par des ONG nationales et internationales, cette communauté a réussi à contester les brevets. Le gouvernement sud-africain est obligé désormais de trouver une solution et envisage d'accorder un permis national de bioprospection à Schwabe qui inclurait des bénéfices qui seraient reversés à un chef local. Entre temps, le gouvernement local sans attendre a décidé de donner accès à Schwabe, en accordant un permis à des intermédiaires locaux, à condition que ceux-ci fournissent exclusivement Schwabe. En d'autres termes, la façon dont les autorités sud-africaines choisissent de résoudre le problème est d'ignorer la communauté qui a contesté le brevet et de s'arranger plutôt avec une firme pharmaceutique, un chef local trié sur le volet et un trust communautaire nouvellement créé. De cette manière, elles évitent d'avoir à composer avec la communauté d'Alice, mieux informée, et avec les ONG. 1 Peut-on parler ici de partage équitable des avantages ?

1 Communication personnelle de Mariam Mayet à GRAIN. Voir aussi : <http://www.biosafetyafrica.org.za>



Le Hoodia

☛ car les San sont largement répartis dans des régions très reculées de l'Afrique australe.

Ces inquiétudes étaient d'une certaine façon prophétiques. En 2003, Pfizer fusionne avec Pharmacia et ferme sa filière de Natureceuticals, responsable du développement du Hoodia. Pfizer interrompt le développement clinique du médicament et rend les droits à Phytopharm. En 2004, le géant de la consommation Unilever entre dans la danse via un accord de développement en collaboration avec Phytopharm et commence à faire des recherches sur le Hoodia qu'il intègre dans sa gamme de boissons Slim Fast®. Un vaste programme de culture est lancé : 300 hectares de Hoodia en Afrique du Sud et en Namibie, des essais cliniques de sûreté, des unités de production et un accord destiné à mettre en place une usine d'extraction de 750 millions de rands (soit environ 105 millions de dollars US).

Entraînés dans cette frénésie, une bande d'opportunistes se sont mis à cultiver et commercialiser le Hoodia. Le brevet du CSIR concernait l'extrait de Hoodia et rien n'empêchait les autres sociétés de vendre tout simplement du Hoodia brut pour l'incorporer dans des suppléments à base de plantes. Les collectes sauvages non-réglées se sont alors multipliées au point qu'en 2004, l'importance de la menace pour les populations naturelles de Hoodia a fait inscrire ce dernier à l'Annexe II de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction). Des dizaines de produits à base de Hoodia ont fait l'objet de publicité sur Internet et se sont vendus en pharmacie et en para-pharmacie sous forme de barres de régime, de pilules, de crèmes et de boissons. Une myriade de sociétés les commercialisaient, en s'appuyant sur la publicité et les essais cliniques de Phytopharm et d'Unilever. Ces produits ne procuraient aucun bénéfice aux San et certains étaient d'une authenticité et d'une qualité plus que douteuses. Les inquiétudes croissantes concernant les effets environnementaux et la qualité ont amené l'industrie à adopter une réglementation plus stricte et à n'utiliser que des plantes cultivées. Les entreprises qui cultivaient le Hoodia pour le marché des suppléments à base de plantes et de compléments diététiques ont elles aussi négocié un autre accord de partage des bénéfices avec les San. Alors que l'industrie du Hoodia était en train de s'organiser, elle a reçu un coup sévère quand Unilever s'est soudainement retiré en 2008, en annonçant qu'il abandonnait ses programmes de développement du Hoodia comme alicament, parce qu'il avait des doutes sur la sûreté et l'efficacité de la substance. Quoiqu'il reste actuellement sur le marché quelques produits à base de Hoodia, les bénéfices de centaines de millions de dollars qui avaient été prévus restent du domaine du fantasme.

Le cas du Hoodia a permis de tirer plusieurs conclusions importantes. L'enseignement principal de cette histoire, c'est qu'elle a montré que les attentes des bénéfices de la bioprospection sont irréalistes et très souvent trompeuses. La bioprospection a bien plus de chances de contribuer à la création de capacités scientifiques et technologiques que de soulager

la pauvreté ou de favoriser la conservation de la biodiversité. Le développement de produits commerciaux implique des coûts et des risques élevés et bénéficie rarement aux communautés sur le terrain. Les accords de partage des bénéfices ne sont pas compatibles avec les projets de développement et ces accords causent parfois plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. À ce jour, le San-Hoodia Trust n'a reçu que 100 000 dollars US et déjà les défis rencontrés pour distribuer cet argent sont immenses ; certains craignent même que cela ne serve qu'à détourner des ressources nécessaires autre part. Une grande partie des organisations mises en place pour représenter les San sont nouvelles, manquent de capacités et peuvent difficilement faire face à l'introduction de grosses sommes d'argent.

Il faut aussi se demander quel intérêt représente l'APA pour les peuples indigènes par rapport aux autres défis et priorités du développement. Les questions d'APA restent marginales comparées à l'ensemble des luttes que mènent les San et les autres populations indigènes dans le monde pour leur développement. Il s'agit de garantir leurs droits aux ressources, aux savoirs et aux terres dont ils ont été privés depuis des siècles. Le plus souvent, les débats sur l'APA n'ont pas pris en compte ces réalités ni ces menaces plus générales qui sont à l'origine de la perte effrénée de la biodiversité et de la culture de ces populations, à savoir l'abattage des forêts, l'extraction minière et l'agriculture commerciale. Le double objectif de l'équité et de la conservation de la biodiversité ne pourra être atteint que si ces questions sont vraiment prises en considération.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

- Rachel Wynberg, Doris Schroeder and Roger Chennells, "Indigenous Peoples, Consent and Benefit Sharing: Lessons from the San-Hoodia Case" Springer Press, 2009. <http://www.springer.com/law/environmental/book/978-90-481-3122-8>
- Jay McGown, "Out of Africa, Mysteries of Access and Benefit Sharing", Edmonds Institute & African Center for Biosafety, 2006. <http://www.edmonds-institute.org/outofafrica.pdf>
- GRAIN, "Resituer la question des bénéfices tirés de la biodiversité": Seedling, avril 2005. <http://www.grain.org/seedling/?id=398>
- GRAIN, "De bonnes idées qui ont mal tourné ? Glossaire des termes relatifs aux droits": Seedling, janvier 2004. <http://www.grain.org/seedling/?id=320>
- "Access and Benefit Sharing laws from across the world" sur le site de GRAIN <http://www.grain.org/brl/?typeid=20>

